



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'Administration Biden appelle à nouveau le Congrès à voter rapidement le déploiement des mesures du « CHIPS Act », mis en péril par les Républicains
2. La directrice générale du Commerce de la Commission européenne, Sabine Weyand, s'exprime devant le *Center for strategic and international studies* (CSIS)
3. La Chine transmet aux Etats-Unis une liste de huit domaines de coopération potentielle entre les deux pays
4. L'Ex-Im Bank publie son rapport annuel au Congrès pour 2021

Climat – énergie – environnement

5. Les Etats-Unis et l'Australie signe un partenariat sur le déploiement de solutions bas carbone et l'approvisionnement de métaux critiques
6. Les Etats-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon travaillent conjointement sur la sécurité d'approvisionnement énergétique indopacifique

Transport et infrastructure

7. Le DOT tente d'intégrer la réduction des émissions de CO2 via ses règlements de suivi de la performance du réseau routier
8. Vers la fin des chauffeurs routiers indépendants en Californie

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA facilite le recours au bénéfice de l'assurance récolte pour la double culture dans plus de 1500 comtés

Numérique et innovation

10. Le rachat de Twitter tourne à la bataille judiciaire à la suite du retrait par Elon Musk de son offre de rachat

Santé

Prochains Accents le 26 août.

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'Administration Biden appelle à nouveau le Congrès à voter rapidement le déploiement des mesures du « CHIPS Act », mis en péril par les Républicains

Alors que le Sénat et la Chambre des représentants travaillent depuis plusieurs semaines à un accord sur leurs propositions de loi respectives «USICA» et «COMPETES» (qui intègrent au titre du «CHIPS Act» le déploiement de 52 Md\$ de soutien à l'industrie des semi-conducteurs), le chef de la minorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a [indiqué](#) le 30 juin qu'il bloquerait la poursuite des discussions sur ce texte en réponse à la relance récente par les Démocrates des discussions sur une nouvelle version de leur projet de paquet budgétaire comprenant plusieurs mesures sociales et environnementales («reconciliation bill »).

Dans ce contexte, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo a de nouveau [insisté](#) le 10 juillet dans une interview à la chaîne ABC sur l'importance de finaliser le déploiement du «CHIPS Act», accusant Mitch McConnell «de faire de la politique au détriment de notre sécurité nationale». Très active sur ce dossier, Gina Raimondo a également conduit le 13 juillet un briefing classifié au Sénat sur les enjeux du texte. Un [courrier](#) adressé le même jour aux leaders démocrates et républicains du Congrès, co-signé avec le Secrétaire à la Défense, souligne l'urgence pour le secteur américain des semi-conducteurs de déployer les mesures du «CHIPS Act», rappelant les efforts européen, coréen, indien et chinois en la matière. Lors d'un entretien avec Axios paru le 13 juillet, Gina Raimondo a [évoqué](#) la possibilité de détacher le déploiement du Chips Act des textes «USICA» et «COMPETES».

2. La directrice générale du Commerce de la Commission européenne, Sabine Weyand, s'exprime devant le Center for strategic and international studies (CSIS)

A l'occasion d'une [conférence](#) au CSIS le 13 juillet, Sabine Weyand a notamment mis en avant le renforcement au cours des dernières années de la «boîte à outils» de l'UE en matière de politique commerciale, autour des principes de «sécurité, réciprocité et développement durable», tout en insistant sur le besoin de maintenir l'ouverture commerciale de l'UE et sur l'attachement de l'Union au cadre commercial multilatéral. En réponse à une question de Bill Reinsch du CSIS, Sabine Weyand a également souligné que l'UE ne suivrait pas les Etats-Unis s'ils décidaient d'imposer de nouveaux droits de douane additionnels contre la Chine qui iraient à l'encontre des engagements européens à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sabine Weyand a néanmoins indiqué que l'UE souhaitait

travailler avec les Etats-Unis par d'autres moyens pour lutter contre les pratiques déloyales chinoises, notamment en introduisant de nouvelles plaintes à l'OMC contre la Chine.

Ces propos interviennent alors que le Président Biden a récemment [confirmé](#) que l'administration américaine examinait actuellement la possibilité de revoir certains des droits de douane imposés par l'Administration Trump sur environ 370 Md\$ d'importations chinoises.

3. La Chine transmet aux Etats-Unis une liste de huit domaines de coopération potentielle entre les deux pays

En marge du sommet du G20 en Indonésie, le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Yi, a transmis le 9 juillet à son homologue américain Antony Blinken quatre listes (dont le contenu détaillé n'a pas été rendu public), dont une liste identifiant huit domaines de coopération envisageable entre la Chine et les Etats-Unis.

Dans un [communiqué](#) rédigé en anglais, la Chine espère que ces domaines de coopération «seront pris au sérieux par la partie américaine» et souligne l'engagement des deux pays à renforcer leur coopération dans les domaines du changement climatique et de la santé. Les trois autres listes concernent «les actions américaines qui doivent cesser», «les cas individuels que les Etats-Unis doivent résoudre», et «les textes législatifs du Congrès qui préoccupent fortement la Chine».

4. L'Ex-Im Bank publie son rapport annuel au Congrès pour 2021

L'agence américaine de soutien aux exportations (Ex-Im Bank), a [communiqué](#) le 30 juin son [rapport](#) annuel au Congrès, qui souligne notamment les actions menées par l'agence durant l'année écoulée en matière de concurrence avec la Chine et de lutte contre le changement climatique, dans un contexte marqué par l'impact de la pandémie de Covid-19.

Le rapport inclut également les recommandations du comité consultatif de la banque, selon lequel «il reste encore beaucoup à faire pour relancer l'agence après les dommages causés entre 2015 et 2019», période durant laquelle le conseil de l'agence n'avait pas le minimum de trois membres requis pour approuver des projets d'un montant supérieur à 10M\$, faute d'approbation de nouveaux membres par le Congrès.

Brèves

- Le Président Biden a [rencontré](#) le 12 juillet à Washington DC son homologue mexicain, Andrés Lopez Obrador, pour discuter des axes de coopération entre les deux pays en matière

économique, d'immigration et de lutte contre le changement climatique.

- Les États-Unis et le Mexique ont [annoncé](#) le 14 juillet la résolution de leur contentieux relatif à la situation en matière de droit du travail dans l'usine de Panasonic à Reynosa, au Mexique. Cette annonce intervient après que les États-Unis aient [activé](#) en mai 2022 le mécanisme de réponse rapide en matière de travail de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA).
- Les États-Unis et le Kenya ont [annoncé](#) le 14 juillet le lancement d'un partenariat stratégique entre les deux pays en matière de commerce et

d'investissement, visant à négocier des « engagements de haut niveau » dans des domaines tels que le commerce numérique, l'agriculture, les standards et la lutte contre le changement climatique.

- Les États-Unis et les 13 pays ayant annoncé leur intention de rejoindre le cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF) se sont [réunis](#) les 13 et 14 juillet à Singapour, pour la première réunion entre experts depuis l'annonce du lancement des discussions sur cet accord par le Président Biden lors de sa visite à Tokyo en mai dernier.

Climat- Energie - Environnement

5. Les États-Unis et l'Australie signent un partenariat sur le déploiement de solutions bas carbone et l'approvisionnement de métaux critiques

Le [partenariat](#), signé le 12 juillet par la Secrétaire à l'Energie J. Granholm et son homologue australien C. Bowen, porte sur le développement et le déploiement de technologies jugées nécessaires à l'atteinte la neutralité carbone. Il associe à la fois les laboratoires de recherche et les industriels afin de développer de nouvelles opportunités économiques. Les premiers domaines de coopération seront le développement de moyens de stockage d'énergie de longue-durée et de technologies permettant l'intégration aux réseaux électriques de davantage de renouvelable, ainsi que la numérisation de ces réseaux. L'hydrogène et la capture directe de carbone en feront également partie.

Les deux pays reconnaissent par ailleurs l'importance de la diversification des sources de métaux critiques dans le déploiement de ces technologies. La coopération bilatérale comprendra la mise en place de chaînes d'approvisionnement de ces métaux.

6. Les États-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon travaillent conjointement sur la sécurité d'approvisionnement énergétique indopacifique

Le dialogue sécuritaire quadrilatéral (*Quadrilateral Security Dialogue*), composé des États-Unis, de l'Australie, de l'Inde et du Japon, avait abouti lors de son sommet de Tokyo en mai 2022 à l'[annonce conjointe](#) d'une mobilisation accrue de financements publics et privés et d'un déploiement accéléré de nouvelles technologies dans la région indopacifique. Dans le cadre de ce dialogue, les ministres de l'énergie de ces pays se sont [réunis le 13 juillet](#) pour discuter des progrès réalisés par le programme *Quad Clean Energy Innovation and Deployment*. La sécurité d'approvisionnement énergétique, les chaînes d'approvisionnement d'énergies bas-carbone ainsi que la production propre d'hydrogène et d'ammoniaque ont été au cœur des échanges. Des sujets déjà précédemment identifiés comme devant utilement contribuer au déploiement de l'hydrogène.

Transport et Infrastructure

7. Le DOT tente d'intégrer la réduction des émissions de CO2 via ses règlements de suivi de la performance du réseau routier

Le [Department of Transportation \(DOT\)](#) a soumis à consultation publique une proposition de règlement ([Notice of proposed rulemaking NPRM](#)) concernant le suivi et le contrôle de la performance du réseau routier national effectués par la *Federal Highway Administration (FHWA)*. Le nouveau règlement imposerait le suivi, par les métropoles (*Metropolitan Planning Organization, MPO*), d'indicateurs

supplémentaires relatifs à la « durabilité environnementale ». Selon le DOT, cet enjeu de soutenabilité environnementale entre explicitement dans le cadre des objectifs de performance de l'infrastructure routière agréés antérieurement par le Congrès ([loi 23 USC 150](#)). Cette disposition obligerait les entités subfédérales concernées à mesurer les émissions de CO2 des véhicules circulant sur les portions du réseau routier national situées sur leur territoire. D'autre part, le nouveau règlement proposé exigerait que ces mêmes entités se fixent des cibles d'émission de CO2 décroissantes à des

échéances régulières de 2 à 4 ans. L'administration fédérale déclare accorder de la flexibilité aux Etats et aux métropoles afin qu'elles puissent elles-mêmes définir le niveau d'ambition de leurs objectifs. Le DOT précise néanmoins que ces niveaux doivent être alignés avec les objectifs nationaux établis par décret présidentiel (*executive order*). Pour rappel, ces objectifs fixent une réduction de 50 à 52% des émissions de CO2 entre 2005 et 2030, et l'atteinte d'une économie net-zero carbone d'ici 2050.

Cette proposition est d'ores et déjà contestée par des opposants issus du camp Républicain qui évoquent un dépassement de compétences des autorités fédérales, en faisant référence notamment à l'arbitrage rendu récemment par la Cour Suprême dans l'affaire opposant la Virginie Occidentale à l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA).

8. Vers la fin des chauffeurs routiers indépendants en Californie

Depuis le 1^{er} janvier 2020, en vertu de la loi dite AB5 signée par le gouverneur Gavin Newsom le 18 septembre 2019, il existe une présomption de salariat en Californie sauf lorsque l'employeur est en mesure de démontrer que la relation de travail qu'il a nouée remplit 3 critères définis par la loi. L'objectif du

législateur était de lutter contre la multiplication des qualifications abusives de collaborateurs indépendants – plus de 500 depuis 2012 dans le secteur du transport routier réprimées par la commission californienne du travail – et d'élargir le champ des bénéficiaires des droits sociaux ouverts par la législation aux salariés. Incapable d'obtenir une exemption législative malgré un lobbying intense, la *Californian trucking association* (CTA) a remis en cause la légalité de la loi au motif qu'une loi fédérale (le *Federal Aviation Administration Authorization Act*) préemptait la compétence des Etats en matière de réglementation du droit du travail des chauffeurs routiers nécessairement appelés à effectuer des trajets inter-Etats. Après que la CTA a obtenu gain de cause en première instance, le juge d'appel a censuré le jugement. Le [30 juin 2022, la Cour suprême des Etats-Unis](#) a décidé de ne pas accepter la recevabilité du recours dans l'affaire CTA v. Bonta. Il s'ensuit que l'ensemble des chauffeurs routiers sont pleinement dans le champ de la loi AB5 depuis puisque le pourvoi en cassation, qui était suspensif de cette application, a confirmé la décision d'appel. La présomption de salariat va donc jouer pour les près de 70 000 chauffeurs considérés jusque-là comme indépendants en Californie.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA facilite le recours au bénéfice de l'assurance récolte de la double culture dans plus de 1500 comtés

Mesure annoncée le 11 mai par le [Président Biden](#), l'USDA a précisé, [le 12 juillet](#), les conditions d'extension de la couverture d'assurance-récolte pour la double culture pour les récoltes de 2023, c'est-à-dire la production de deux cultures sur la même terre au cours d'une année. L'objectif poursuivi est de soutenir un accroissement de la production agricole et de réduire les prix de l'alimentation pour les ménages américains en augmentant l'offre.

L'Agence de gestion des risques (RMA) de l'USDA étend les possibilités d'assurance-récolte double culture dans plus de 1 500 comtés où la double culture est viable, et assouplit les règles administratives pour en bénéficier. L'une des principales simplifications offertes aux agriculteurs

consiste à ne plus exiger d'eux, dans la majorité des comtés qui sont nouvellement éligibles, la production d'un registre historique de production pour obtenir un accord écrit de l'administration leur permettant d'obtenir un contrat d'assurance personnalisé auprès d'un agent d'assurance récolte agréé par l'USDA.

Dans ce cadre, l'USDA a publié [les cartes des comtés](#) où ces assouplissements seront accordés pour une culture d'hiver, principalement le blé, associée à une seconde culture de soja ou de sorgho. Ces premières décisions visent à permettre aux agriculteurs de disposer du temps nécessaire pour planifier à l'avance l'ajout d'une culture d'hiver à leur rotation habituelle. Toutefois, l'USDA a indiqué qu'il pourrait ajouter des comtés supplémentaires au cours de l'été. Les règles définitives seront fixées d'ici l'automne avant la période des premiers semis des cultures d'hiver.

Numérique et Innovation

10. Le rachat de Twitter tourne à la bataille judiciaire à la suite du retrait par Elon Musk de son offre de rachat

Dans un [courrier du 8 juillet 2022](#) adressé à la SEC (Securities and Exchange Commission), les avocats d'Elon Musk explicitent les raisons pour lesquelles ils estiment que Twitter a méconnu de manière grave et répétée ses engagements contractuels, conduisant

l'homme d'affaires à revenir sur son offre de rachat. Le courrier met en avant l'absence de réponse satisfaisante de Twitter, malgré les demandes réitérées en ce sens du milliardaire, sur la part de faux comptes et robots parmi les utilisateurs quotidien monétisables (*monetizable Daily Active Users* ou mDAU), annoncée par la plateforme à moins de 5%, et rappelle qu'il s'agit d'une donnée clé pour apprécier la viabilité financière du modèle d'affaires de Twitter, dont les revenus proviennent à 90% de la publicité. Plus précisément ont été demandé : la méthode d'audit employée pour s'assurer de la pertinence des échantillons utilisés pour déterminer la proportion de faux comptes, la procédure mise en place pour détecter puis suspendre lesdits faux comptes et robots, une mesure journalière sur les 8 derniers trimestres des mDAU et diverses informations financières. Par ailleurs, le courrier note que la plateforme n'a pas conservé son organisation intacte, puisqu'elle a licencié 2 responsables pivot (son directeur des revenus et son *General manager* clients), gelé ses recrutements avant d'annoncer des

licenciements massifs et a vu la démission de 3 exécutifs clés (le directeur des données, le vice-président services et le VP croissance). Twitter y a répondu par un [courrier daté du 10 juillet](#), puis par le dépôt le 12 juillet d'un [recours devant une cour du Delaware](#), Etat dans lequel 60% des entreprises américaines sont enregistrées, spécialisée en droit des affaires (*Court of Chancery*) pour contester le droit du milliardaire à retirer son offre d'achat au motif de sa mauvaise foi depuis de longues semaines. Il a été demandé à la cour de statuer en urgence, avec une audience qui pourrait se tenir dès septembre, qui pourrait soit forcer la vente soit ordonner le paiement du milliard de dollars de dommages prévu dans les documents contractuels à défaut de transaction. La plupart des juristes, à l'instar de Carolyn Berger ancienne vice chancière de la *Chancery Court*, considèrent que la position de la plateforme est fondée. Pour rappel, Musk avait offert un prix de rachat de 54.20 USD alors que la valeur de l'action fluctue actuellement autour des 36.75 USD.

Santé

Brèves

- Amazon, en partenariat avec le Fred Hutchinson Cancer Center, basé à Seattle a lancé en juin 2022 des [essais clinique de Phase 1](#), approuvés par la *Food and Drugs Administration*, pour un vaccin personnalisé contre le mélanome de la peau de phase terminale. Cette collaboration avait été annoncée en octobre 2021. Amazon doit apporter son expertise « scientifique et son savoir en machine learning » au Fred Hutchinson Center.
- Le Gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a [annoncé](#) qu'il souhaitait lancer la production d'insuline dans son Etat avec un contrat de production de 100 M USD. Cette production locale permettrait de rendre ce traitement moins cher et plus accessible.
- Le *Health and Human Service* a [annoncé](#) lundi 11 juillet que les établissements médicaux étaient en

devoir de procéder à un avortement, en cas d'urgence vitale pour la patiente malgré les législations contre l'avortement pouvant être en vigueur dans l'Etat. Une amende comprise entre 60 000 et 12 000 USD pourrait être imposée à ces établissements s'ils ne fournissent pas ce service aux patientes.

- D'après une [étude](#) du *Congressional Budget Office*, le [projet de loi](#) *Prescription Drug Pricing Reform* proposé par le Sénat sur l'encadrement du prix du médicament permettrait de réaliser des gains de près de 250 Md USD sur la prochaine décennie. Cela serait notamment possible grâce à la négociation des prix des traitements par Medicare qui permettrait selon les estimations d'économiser 102 Md USD de dépenses. Le plafonnement de l'évolution des prix des médicaments sous l'inflation permettrait d'économiser environ 130 MD USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)